

CERTIBUILD LUX S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

L-9980 Wilwerdange, 64 A, Géidgerweeg

CONSTITUTION DE SOCIETE

DU 3 JANVIER 2017

Numéro 17/37.274

L'an deux mille dix-sept.

Le trois janvier.

Par-devant Maître **Henri BECK**, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

ONT COMPARU :

1.- Monsieur **Erwin DE LAET**, employé, demeurant à B-2070 Zwijndrecht, Adrien Van Roeyenstraat, 27.

2.- Madame **Véronique VERHELST**, gérante de sociétés, demeurant à B-2070 Zwijndrecht, Adrien Van Roeyenstraat, 27.

Lesquels comparants, ont déclaré former par les présentes une société à responsabilité limitée, régie par la loi afférente et par les présents statuts.

Article premier.

Il est formé par les présentes entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et les propriétaires de parts qui pourront l'être dans la suite, une société à responsabilité limitée régie par la loi du 10 août 1915, la loi du 18 septembre 1933 et par les présents statuts.

Article deux.

La société a pour objet :

- la coordination de développement des bâtiments ;
- le conseil administratif et technique concernant les projets de construction ;
- la formation concernant tous les aspects de développement de projets de construction ;
- la traduction chinoise (Mandarin) ;
- le guide touristique pour les touristes et les employeurs de la Chine en Europe ;
- l'achat et la vente de biens immobiliers pour son propre compte.

La société peut agir en tant qu'intermédiaire sur base de commissions.

La société a également pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères,

l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations,

Premier feuillet

créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets, licences ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations, financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Article trois.

La société est constituée pour une durée illimitée sauf le cas de dissolution.

Article quatre.

La société prend la dénomination de « **CERTIBUILD LUX S.à r.l.** ».

Article cinq.

Le siège social est établi dans la commune de Troisvierges.

Il peut être transféré dans les limites de la commune du siège social ou en tout autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution du/des gérant(s) /conseil de gérance de la société et la modification afférente des statuts.

Article six.

Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE EUROS (€ 12.000.-), représenté par cent (100) parts sociales de CENT VINGT EUROS (€ 120.-) chacune.

Article sept.

Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article cent quatre-vingt-dix-neuf de la loi concernant les sociétés commerciales.

Article huit.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Article neuf.

Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte

qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

La cession de parts sociales (entre vifs) à des non associés est soumise à l'accord préalable de l'assemblée générale des associés représentant au moins la moitié des parts sociales de la Société.

Une cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle a été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec l'article 1690 du code civil.

Pour toutes les autres questions, il est fait référence aux articles 189 et 190 de la Loi.

Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi et pourra être consulté par chaque associé qui le désire.

La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites fixées par la Loi.

Le gérant/conseil de gérance est autorisé à annuler les parts sociales propres détenues par la Société et à procéder à la réduction de capital correspondante.

Article dix.

Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Article onze.

Les créanciers, ayants droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Article douze.

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révoqués par l'assemblée des associés.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la société, à condition qu'ils rentrent dans l'objet social.

En cas de pluralité de gérants, l'assemblée générale fixe les attributions et pouvoirs des différents gérants.

La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature du ou des gérants agissant dans la limite de l'étendue de sa fonction telle qu'elle résulte de l'acte de nomination.

Article treize.

Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Article quatorze.

Chaque associé peut participer aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent, dans les formes prévues par l'article 193

Deuxième feuillet

de la loi sur les sociétés commerciales.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Article quinze.

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.

Article seize.

Chaque année, le trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société, le bilan et le compte de profits et pertes, le tout conformément à l'article 197 de la loi du 18 septembre 1933.

Article dix-sept.

Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Article dix-huit.

Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et des amortissements constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes :

(i) des comptes intérimaires sont établis par le/les gérant(s);

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être adoptée par le/les gérant(s) dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le/les gérant(s) a/ont le droit de réclamer la répétition des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis et les associés doivent immédiatement reverser l'excès à la Société à la demande du/des gérant(s).

Article dix-neuf.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Article vingt.

Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

CONSTATATION

Le notaire a constaté que les conditions prévues par l'article cent quatre-vingt-trois des lois sur les sociétés (loi du dix-huit septembre mil neuf cent trente-trois) se trouvent remplies.

SOUSCRIPTION ET LIBERATION DU CAPITAL SOCIAL

Les cent (100) parts sociales ont été souscrites comme suit:

1.- Monsieur Erwin DE LAET, prénommé, soixante-seize parts sociales	76
2.- Madame Véronique VERHELST, prénommée, vingt-quatre parts sociales	24
TOTAL : CENT parts sociales	100

Toutes ces parts ont été immédiatement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de DOUZE MILLE EUROS (€ 12.000.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

DISPOSITION TRANSITOIRE

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2017.

EVALUATION

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ mille Euros (€ 1.000.-).

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale et à l'unanimité des voix, ils ont pris les résolutions suivantes.

1.- Est nommé gérante de la société pour une durée indéterminée:

Madame **Véronique VERHELST**, gérante de sociétés, née à Sint-Niklaas (Belgique), le 22 octobre 1980, demeurant à B-2070 Zwijndrecht, Adrien Van Roeyenstraat, 27.

2.- La société sera engagée en toutes circonstances par la seule signature de la gérante unique.

3.- Le siège social de la société est établi à L-9980 Wilwerdange, 64 A, Géidgerweeg.

Troisième et dernier feuillet

D E C L A R A T I O N

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE

Fait et passé à Echternach.

Date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

(Signé) : E. DE LAET, V. VERHELST, Henri BECK

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, 6 janvier 2017

Relation : GAC/2017/ 324

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur : (signé) G. SCHLINK

POUR EXPEDITION CONFORME

délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 23 janvier 2017